

LES TRANSPORTS

LES EMPRISES CLÔTURÉES

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Une question complémentaire au ministre d'État. Le gouvernement songe-t-il à modifier l'article 277 de la loi sur les chemins de fer afin d'obliger ceux-ci à clôturer les emprises dans les régions très peuplées?

L'hon. James Richardson (ministre suppléant de l'Habitation): Monsieur l'Orateur, cette question a fait l'objet d'une étude minutieuse, mais on ne songe pas actuellement à modifier la loi dans ce sens.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE NOMBRE DE PRISONNIERS

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Il a dit l'autre soir que le nombre des prisonniers n'avait pas augmenté au Canada au cours des cinq dernières années. Entendait-il par là que la criminalité avait baissé ou qu'un plus grand nombre de criminels échappaient à la justice?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question est irrecevable.

M. Bell: Puis-je m'exprimer autrement et demander au premier ministre à ce propos s'il a appris par les journaux que le solliciteur général, après avoir menacé pendant trente ans de se retirer, avait déclaré catégoriquement qu'il ne prendrait pas sa retraite? Si oui, que fera le premier ministre à ce sujet?

L'AGRICULTURE

LES PORCS—LA DISSATISFACTION PROVOQUÉE PAR LA NOUVELLE PRIME DE QUALITÉ

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Je voulais lui poser la question depuis plusieurs jours, mais je n'ai pu le faire à cause du système de rotation. Vu que la nouvelle prime de qualité versée à l'égard du porc a soulevé un tollé général, peut-on nous dire si le gouvernement fédéral a consulté le Conseil canadien du porc avant d'apporter les modifications qu'il a annoncées récemment à sa politique?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): J'aimerais d'abord rappeler au député que j'étais à la Chambre hier. Il aurait bien [M. Nesbitt.]

pu alors me poser la question. J'aimerais également lui faire savoir qu'il y a eu de nombreux entretiens entre le gouvernement fédéral et le Conseil canadien du porc et autres personnes intéressées au nouveau système de classification des porcs. Il va de soi, toutefois, que c'est le gouvernement qui doit décider du montant et du niveau des primes versées à l'égard du porc ou à toute autre fin. Même après avoir consulté les intéressés sur les subventions à verser à l'égard du porc et sur ce système de classification, il n'en reste pas moins que c'est à nous d'en décider.

M. Muir (Lisgar): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'ai une déclaration du Conseil canadien du porc qui affirme qu'il n'y a jamais eu de discussions...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député devrait poser sa question.

M. Muir (Lisgar): Étant donné que le Conseil canadien du porc a déclaré qu'il n'y a eu aucune discussion préalable, a-t-on eu des entretiens avec cet organisme depuis que la nouvelle politique a été annoncée?

L'hon. M. Olson: Oui, monsieur l'Orateur.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre ne se rend-il pas compte que l'abolition de cette prime de qualité diminuera sensiblement la production de porcs de premier choix au Canada? Cette mesure aura aussi un effet très nocif sur notre commerce d'exportation.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES INONDATIONS

TRAIL (C.B.)—LES MESURES D'URGENCE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Comme les fortes inondations à Trail ont causé des dommages de plusieurs millions de dollars à la propriété municipale et aux propriétés privées, et vu la création d'un fonds mixte de secours pour aider à la réhabilitation de la région atteinte, le premier ministre dirait-il à la Chambre quelle somme le gouvernement versera à ce fonds, et sur quoi elle se fondera?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député d'Okanagan-Boundary a posé une question semblable